



## COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 20 NOVEMBRE 2017

### Ouverture de la séance : 21 H10

Etaient présents : Bernard CHATAIN, Véronique LACOSTE, Gérard GRANGE, Michel JARICOT, Danielle CREPEAU AUGROS, Bruno ROBIN, Patrick FONTES, Mireille BROSSE AVITABILE, Robert PERRIER-DAVID, Valérie CHIPIER, Jean TRUFFET, Daniel ABAD, Gaëlle HOUSSAYE, Catherine CERRO, Olivier PICOT, Béatrice BOUTEMY, Christophe LASNIER, Monique TALEB, James PEDRON, Marie-France PILLOT, François DEMOLIERE.

Membres absents ayant donné pouvoir : Ginette COQUET donne pouvoir à M. JARICOT, Sylvie BROYER donne pouvoir à Véronique LACOSTE.

Membres absents : Pascal TRILOFF, Martine CHIPIER.

Membres absents excusés : Caroline BAYART.

Secrétaire : Marie-France PILLOT.

Le Compte rendu du Conseil municipal du lundi 25 septembre 2017 est approuvé à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Le Conseil Municipal désigne comme secrétaire de séance, Madame Marie-France PILLOT, Conseillère.



### INTERCOMMUNALITE

**OBJET : TRANSFERT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES (ZAE) A LA COPAMO : APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT)**

Monsieur le Maire présente au Conseil municipal le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) faisant état du transfert des Zones d'Activités Economiques (ZAE) à la COPAMO.

Il précise que chaque commune membre, dispose d'un délai de 3 mois à compter du 2 octobre 2017, date de la notification de la délibération du Conseil communautaire, pour se prononcer sur ledit rapport.

**Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

- **APPROUVE** le rapport de la CLECT portant sur le transfert de la compétence des ZAE à la COPAMO,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et signer tout document relatif à cette affaire.

**OBJET : INTEGRATION DE LA COMPETENCE GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI) – NOUVEAUX STATUTS DU SMAGGA**

Monsieur Gérard GRANGE, Adjoint au Maire, informe le Conseil municipal du transfert de la compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI) à la COPAMO au 1<sup>er</sup> janvier 2018. D'abord affectée aux communes membres dans le cadre de l'évolution des compétences locales issues de la loi MAPTAM et NOTRe et Biodiversité, cette compétence a ensuite été transférée au SMAGGA dans le cadre du mécanisme de représentation-substitution.

Afin de clarifier ses compétences en réponse aux évolutions réglementaires, le SMAGGA en concertation avec les structures de son territoire, a proposé un nouveau projet de statuts approuvé par délibération du comité syndical du 20 septembre 2017.

Le SMAGGA va désormais prendre la forme d'un syndicat mixte ouvert à la carte, avec comme membres adhérents : les communes et les EPCI à fiscalité propre du bassin versant du Garon ainsi que la Métropole de Lyon.

En outre, deux blocs de compétences sont définis :

- Le bloc 1 : compétences GEMAPI sur le bassin versant du Garon,
- Le bloc 2 : compétences complémentaires aux compétences GEMAPI sur le bassin versant du Garon.

Monsieur Gérard GRANGE, Adjoint au Maire, donne lecture du projet de nouveaux statuts du SMAGGA et notamment de la rédaction des compétences, de la gouvernance proposée et des modalités de contributions financières des structures adhérentes.

Il précise que la COPAMO adhèrera au bloc de compétences 1 en lieu et place de la commune et que la commune ne restera adhérente au SMAGGA que pour le bloc de compétences 2.

**Le conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

**APPROUVE** les statuts du SMAGGA et de fait, le maintien de l'adhésion à ce syndicat au 1<sup>er</sup> janvier 2018 uniquement pour le bloc de compétences 2 tel que défini dans le projet de statuts du SMAGGA.

**OBJET : RETRAIT DE LA COMMUNE DE SAINTE-CATHERINE DE LA COPAMO**

Monsieur Gérard GRANGE, Adjoint au Maire, informe le Conseil municipal que la commune de Sainte-Catherine souhaite se retirer de la COPAMO. Chaque commune membre dispose d'un délai de 3 mois pour émettre un avis à compter de la notification de la délibération du Conseil communautaire associée.

**Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

**EMET** un avis favorable au retrait de la commune de Sainte-Catherine de la COPAMO.



**OBJET : MISSION D'ASSISTANCE JURIDIQUE DU CENTRE DE GESTION DU RHONE – AVENANT 2018**

Monsieur Bruno ROBIN, Adjoint au Maire, rappelle la convention n°95.11 par laquelle la commune de Soucieu-en-Jarrest adhère à la mission d'assistance juridique du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Rhône depuis 1995.

Le Centre de Gestion, à travers cette mission, assiste la commune dans la résolution des difficultés d'ordre juridique liées à la gestion territoriale. Il assure notamment :

- une veille juridique,
- des notes juridiques particulières.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver l'avenant 2018 à la convention n°95.11 établie entre le Centre de Gestion du Rhône et la commune de Soucieu-en-Jarrest, fixant la participation financière de la commune à 3 681 € pour l'année 2018.

**Le Conseil municipal, ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant 2018 à la convention n°95.11 tel que présenté ci-avant,
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2018 au compte 6281 fonction 020.

**OBJET : CONVENTION RELATIVE A L'OFFRE DEPARTEMENTALE D'INGENIERIE PUBLIQUE**

Monsieur Michel JARICOT, Adjoint au Maire, informe le Conseil municipal que le Conseil départemental souhaite apporter, dans un esprit non concurrentiel, son soutien et son expertise aux collectivités au titre d'une assistance en termes d'ingénierie publique, dans leurs missions et dans l'exercice de leurs responsabilités. Le Département a ainsi créé, par délibération du 30 janvier 2015, une agence technique départementale dédiée à cette action.

Les domaines concernés par les missions de conseil proposées par le département au moyen de cette agence sont les suivants :

- Voirie/aménagement de l'espace public,
- Bâtiment/maîtrise de l'énergie,
- Eau/assainissement/cours d'eau,
- Aides européennes,
- Ingénierie sociale.

Il est précisé que chaque collectivité, en fonction de sa population, dispose d'un droit de tirage annuel sur les prestations délivrées par l'agence technique départementale, hors régime concurrentiel. Ce droit s'élève à 7 jours pour la commune de Soucieu-en-Jarrest. La mission d'assistance est principalement réalisée à titre gratuit ; dans certains cas et, à titre optionnel, elle peut être payante (AMO).

Afin de bénéficier de ce service, le Département propose à la commune de signer une convention d'ingénierie publique pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

**Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, autorise Monsieur le Maire à :**

- **SIGNER** ladite convention avec le Conseil départemental,
- **ENGAGER** les dépenses éventuellement engendrées par la délivrance des prestations susmentionnées.



**OBJET : CONVENTION AVEC L'ECOLE DE MUSIQUE DE SOUCIEU-EN-JARREST – AVENANT N°2**

Monsieur Gérard GRANGE, Adjoint au Maire, rappelle au Conseil municipal que la signature de l'avenant n°2 à la convention portant sur la mise en place d'ateliers avec l'école de musique dans le cadre des TAP a été approuvée lors de la séance du Conseil municipal du 26 juin 2017. Cependant, les termes de la convention passée avec l'école de musique doivent être clarifiés notamment concernant sa durée et les modalités financières associées aux prestations réalisées.

Il est proposé au Conseil municipal de se prononcer :

- premièrement, sur le prolongement de la durée d'intervention de l'association jusqu'à la fin de l'année scolaire 2017-2018,

- deuxièmement, sur l'instauration d'un coût d'intervention établi comme suit :

- du 4 septembre au 21 décembre 2017 : 31.38 € TTC (toutes taxes comprises) par heure pour le premier intervenant et 31.58 € TTC (toutes taxes comprises) par heure pour le second intervenant.

Le coût global de l'intervention sera donc de 188.88 € TTC.

- du 8 janvier au 5 juillet 2018 : 32.47 € TTC (toutes taxes comprises) par heure pour le premier intervenant et 32.27 € TTC (toutes taxes comprises) par heure pour le second intervenant.

Le coût global de l'intervention sera donc de 194.22 € TTC.

Il est précisé que l'avenant n°2 à la convention principale nouvellement rédigé remplacera celui établi précédemment.

**Le Conseil municipal, ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, autorise Monsieur le Maire à :**

- **SIGNER** l'avenant n°2 à la convention avec l'école de Musique de Soucieu-en-Jarrest dans le cadre des TAP dans les conditions susvisées,
- **ENGAGER** l'ensemble des mesures administratives et comptables afférentes.

**OBJET : CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION « FIGHTING TOP TEAM » - AVENANT N°2**

Monsieur Gérard GRANGE, Adjoint au Maire, informe le Conseil municipal que l'avenant n°2 à la convention portant sur la mise en place d'ateliers avec l'association « FIGHTING TOP TEAM » dans le cadre des TAP a été conclu jusqu'à la fin de l'année 2017. En outre, l'association propose la participation de trois intervenants plutôt que deux modifiant ainsi le coût de l'intervention à hauteur de 270 € au lieu de 180 € par séance.

Il est proposé au Conseil municipal de réajuster les termes de la convention en :

- modifiant le nombre d'intervenants ainsi que le coût de l'intervention correspondant,
- prolongeant la durée d'intervention de l'association jusqu'à la fin de l'année scolaire 2017-2018 et d'établir ainsi un nouvel avenant n°2 en lieu et place de l'existant.

**Le Conseil municipal, ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, autorise Monsieur le Maire à :**

- **SIGNER** l'avenant n°2 à la convention avec l'association « FIGHTING TOP TEAM » dans le cadre des TAP dans les conditions susvisées,
- **ENGAGER** l'ensemble des mesures administratives et comptables afférentes.

**OBJET : CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION « LA SOUPE A L'ART » - AVENANT N°3**

Monsieur Gérard GRANGE, Adjoint au Maire, informe le Conseil municipal que l'avenant n°2 à la convention portant sur la mise en place d'ateliers avec l'association « La Soupe à l'art » dans le cadre des TAP a seulement été conclu jusqu'à la fin de l'année 2017.

Il est proposé au Conseil municipal de modifier les termes de la convention en prolongeant la durée d'intervention de l'association jusqu'à la fin de l'année scolaire 2017-2018 par l'intermédiaire d'un avenant n°3 à la convention principale.

**Le Conseil municipal, ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, autorise Monsieur le Maire à :**

- **SIGNER** l'avenant n°3 à la convention avec l'association « La Soupe à l'art » dans le cadre des TAP dans les conditions susvisées,
- **ENGAGER** l'ensemble des mesures administratives et comptables afférentes.



**VIE ASSOCIATIVE / SPORT**

**OBJET : CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION « EXTRA SPORT » PORTANT SUR L'UTILISATION DES STRUCTURES COMMUNALES DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DE LA SAINTÉ LYON**

Monsieur Robert PERRIER-DAVID, Conseiller délégué, informe le Conseil municipal que dans le cadre de l'organisation de la Sainté Lyon, la Société « Extra Sport » sollicite l'utilisation de la salle des sports « Jean Garin » afin de pouvoir organiser le ravitaillement, les soins et la logistique. Une contrepartie financière à l'utilisation de la salle sera consentie par l'organisateur.

Il est proposé au Conseil d'autoriser Monsieur le Maire à :

- signer la convention actant les conditions de mise à disposition des locaux,
- engager les crédits correspondant.

**Le Conseil municipal, ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, autorise Monsieur le Maire à :**

- **SIGNER** la convention de mise à disposition des locaux,
- **ENGAGER** l'ensemble des mesures administratives et comptables s'y rapportant.



**PERSONNEL COMMUNAL**

**OBJET : AUTORISATIONS EXCEPTIONNELLES D'ABSENCE**

Monsieur Bruno ROBIN, Adjoint au Maire, informe le Conseil municipal des propositions portant modification de la liste répertoriant les autorisations exceptionnelles d'absence du personnel approuvée par le Comité Technique Paritaire (CTP) du Centre de Gestion du Rhône en date du 9 juin 2015.

	Actuellement	Liste du CTP	Proposition
Parents de l'agent ou de son conjoint	4 jours	1 fois les obligations hebdomadaires	1 fois les obligations hebdomadaires
Oncles et tantes de l'agent (1 <sup>er</sup> degré)	0	0	1 jour

Grands-parents, frères et sœurs de l'agent	3 jours	2 jours	2 jours
---	---------	---------	---------

Le Conseil municipal, ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

**APPROUVE** les modifications apportées à la liste des autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux dans les conditions susmentionnées.

Séance levée à 22h10.

Fait à Soucieu-en-Jarrest, le 22 novembre 2017

Bernard CHATAIN,  
Maire

